

A LA UNE &gt; FRANCE

# Coupes budgétaires : l'écologie à nouveau sacrifiée au nom des économies ?

ANALYSE FRANCE

**Avec six milliards d'euros d'économies, dont quatre sur le budget de l'État, annoncées mardi par le gouvernement, les environnementalistes craignent que le ministère de la Transition écologique soit à nouveau visé, dans un contexte de multiplication des reculs en matière de défense de l'environnement.**

Publié le : 21/04/2026 - 18:47

7 min

Partager

Par : [Romain BRUNET](#)

Le Premier ministre Sébastien Lecornu et la porte-parole du gouvernement Maud Bregeon le 12 mars 2026, lors d'une visite du chantier des futurs réacteurs nucléaires EPR2 sur le site de Penly, en Normandie. © Ludovic Marin, AFP

L'écologie victime des coupes budgétaires ? Le gouvernement a annoncé, mardi 21 avril, quatre milliards d'euros d'économie sur le budget 2026 de l'État, au terme d'une réunion du comité d'alerte des finances publiques à Bercy, sans toutefois préciser où il comptait faire les économies. Mais déjà, les regards se tournent vers le ministère de la Transition écologique, visé par de nombreuses coupes budgétaires ces dernières années.

"Les coupes se feront sur l'écologie, l'éducation et la culture. Je suis prête à prendre les paris. Ce se sera pas sur la défense et l'économie, ça c'est sûr", peste par avance la députée écologiste Sandrine Rousseau, contactée par France 24.

Une telle décision, si elle était confirmée, serait une illustration de plus des reculs écologiques actuellement à l'œuvre, après [la suppression des zones à faibles émissions \(ZFE\) et l'assouplissement de l'objectif zéro artificialisation nette \(ZAN\) des sols votés le 15 avril par le Parlement](#) au sein du projet de loi de simplification de la vie économique.

## À VOIR AUSSI

**France : les députés reculent sur la pollution de l'air et les émissions**

Les ZFE entendaient limiter les émissions de particules fines, responsables de maladies respiratoires et de décès, en interdisant certains véhicules en fonction des vignettes Crit'Air. Le ZAN est un dispositif national de lutte contre le bétonnage des sols à horizon 2050.

"Ces décisions sont choquantes, d'autant qu'il a été confirmé que notre rythme de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre était trois fois moins élevé que la trajectoire fixée par nos objectifs nationaux. C'est à l'image de la façon dont le gouvernement traite l'environnement depuis plusieurs années avec des stop and go incessants", regrette Anne Bringault, directrice des programmes du Réseau action climat, qui rassemble les principales ONG environnementales.

Le Citepa, organisme de référence chargé du suivi des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la France, a annoncé le 8 avril que [la réduction des GES n'avait été que de 1,5 % en 2025](#), avec un total national des émissions, hors puits de carbone, qui a atteint 364 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> – l'objectif étant de réduire les émissions de 50 % d'ici 2030 par rapport à 1990, soit 279 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

## La crédibilité des mesures gouvernementales mise en cause

Ce recul des émissions est proche de celui de 2024 (-1,8 %), mais marque un net repli par rapport aux baisses observées en 2022 (-3,9 %) et 2023 (-6,8 %). Le Citepa a averti qu'un tel rythme "reste insuffisant" pour atteindre les objectifs de la feuille de route climatique de la France, connue sous le nom de stratégie nationale bas carbone (SNBC).

Le Haut conseil pour le climat (HCC) a lui aussi émis des doutes, dans [un avis publié le 12 mars](#), sur la troisième SNBC. "La crédibilité de l'accélération de la réduction des émissions se pose après deux années de faible baisse", souligne le HCC, rappelant que le deuxième budget carbone de la France (2019-2023) avait été atteint "en partie du fait d'effets conjoncturels (Covid, inflation...)". Selon le HCC, il faudrait désormais que les émissions brutes baissent "d'environ 4,5 % par an de 2025 à 2028" pour que la France respecte ses objectifs.

"Ces mauvais chiffres sont la conséquence directe des reculs écologiques opérés par les différents gouvernements depuis deux ans, que ce soit sur la rénovation thermique des bâtiments ou l'aide à l'achat de véhicules électriques. Il suffit de regarder les déclarations de politique générale des différents Premiers ministres depuis 2024 : la transition écologique est à peine évoquée", observe Anne Bringault.

## À LIRE AUSSI

**En France, la baisse des émissions de gaz à effet de serre reste "insuffisante" en 2025**

Alors qu'Emmanuel Macron avait déclaré dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2022 que "ce quinquennat sera écologique ou ne sera pas", son second mandat prend de plus en plus des allures de renoncement.

Si Élisabeth Borne, cheffe du gouvernement de 2022 à 2024, a bien lancé des initiatives, [en créant notamment le Secrétariat général à la planification écologique \(SGPE\)](#) chargé de coordonner les stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, de biodiversité, d'économie circulaire, et de veiller à leur mise en œuvre, ses successeurs n'ont pas poursuivi les efforts.

Ni Gabriel Attal, ni Michel Barnier, ni François Bayrou, ni Sébastien Lecornu n'ont fait de la question écologique un enjeu majeur de leur action. Et, dans le même temps, la place du SGPE a évolué, étant relégué depuis 2025 à un rôle d'expertise et de conseil.

## Indépendance énergétique de la France

"On est passés de 'Make Our Planet Great Again' à avoir nous-mêmes des politiques trumpistes", déplore Sandrine Rousseau, en référence, d'une part, au slogan lancé en 2017 par Emmanuel Macron en réponse au retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat et, d'autre part, aux mesures revenant sur des acquis écologiques comme la réintroduction de certains pesticides permise par la loi Duplomb.

"Il faut être aveugle pour ne pas voir que même les désordres actuels du monde sont liés aux questions écologiques", poursuit la députée. "Quand la Russie envahit l'Ukraine, c'est notamment pour ses terres rares et ses minerais. Quand Donald Trump enlève Nicolas Maduro, c'est parce qu'il y a du pétrole au Venezuela. Quand il s'intéresse au Groenland, c'est aussi parce qu'il y a des ressources naturelles. Même chose en Iran. Si on ne regarde pas ça, on ne comprend rien. Il y a urgence à ce que la France devienne indépendante en matière énergétique."

## À VOIR AUSSI

**L'environnement, dommage collatéral de la guerre ou but de guerre ?**

[Le plan d'électrification dans les usages, le logement et les mobilités annoncé le 10 avril par Sébastien Lecornu](#) est justement une tentative de réponse à la crise énergétique née de la guerre en Iran et du blocage du détroit d'Ormuz. "Tant que nous dépendrons du pétrole et du gaz, nous continuerons de payer la location des guerres des autres", a affirmé le Premier ministre lors de son allocution depuis la cour de Matignon.

Mais ses annonces, dont certaines étaient déjà prévues, sont jugées trop timides et trop tardives. "Il faut des politiques publiques d'accompagnement car rénover sa maison ou passer à la voiture électrique coûte cher. Comme il n'y en a pas, ou très peu, ou que celles qui existent s'arrêtent, ça rend l'écologie impopulaire. On le voit avec l'essence : on laisse les gens seuls face aux crises", dénonce Sandrine Rousseau.

## À VOIR AUSSI

**Bientôt une maison sur deux fissurée à cause du changement climatique**

Le Premier ministre a toutefois annoncé le 10 avril le retour du leasing social de 50 000 voitures électriques à destination des "ménages les plus modestes" et de 50 000 autres véhicules électriques "pour les gros rouleurs, issus des classes moyennes", "notamment pour les aides à domicile, les aides soignantes, les infirmières, les artisans et plus globalement tous les salariés ou agents publics de notre pays".

"Il est évident que si on avait accéléré dès 2022 comme il l'aurait fallu, on serait dans une situation différente aujourd'hui, à la fois dans la lutte contre le réchauffement climatique mais aussi en matière de pouvoir d'achat des ménages. On aurait pu rénover les logements, augmenter le nombre de voitures électriques, développer les mobilités alternatives... Tout cela nous aurait permis aujourd'hui d'être moins fragiles face à la volatilité des prix de l'énergie", regrette malgré tout Anne Bringault.

D'autant que l'objectif en matière d'électrification est élevé puisqu'il s'agit de passer d'une consommation d'énergie constituée de 60 % d'énergie fossile à 40 % d'ici 2030. Or le plan annoncé par Sébastien Lecornu n'aborde pas la question de la sobriété et ne mise pas sur les enjeux du développement massif des énergies renouvelables. De quoi poser la question, là aussi, de la crédibilité des engagements du gouvernement.

## À LIRE ENSUITE

**France : les députés reculent sur la pollution de l'air et les émissions**

ENVIRONNEMENT

**Tout comprendre au cadmium, ce métal toxique qui contamine l'alimentatio...**

COMPRENDRE ENVIRONNEMENT

## CONTENUS SPONSORISÉS

### L'ESSENTIEL DU 21 AVRIL

**Iran : Donald Trump n'en est plus à une contradiction près pour sauver la face**

AMÉRIQUES

**RD Congo : pourquoi l'envoi de migrants latino-américains par Washington fait polémique**

AFRIQUE

**Incendies criminels à Londres : la police procède à huit nouvelles interpellations**

EUROPE

**L'Allemagne réitère son refus de suspendre l'accord d'association entre l'UE et Israël**

EUROPE

**En direct : Donald Trump accuse l'Iran d'avoir "violé le cessez-le-feu à de nombreuses reprises"**

EN COURS MOYEN-ORIENT

PUBLICITÉ

## LES PLUS LUS

**1** **Après une violente secousse, le Japon émet une alerte de...**

ASIE-PACIFIQUE

**2** **"Oradour coloniaux français" : "Il y a eu des massacres..."**

ENTRETIEN AFRIQUE

**3** **Emmanuel Macron qualifie le blocage du détroit d'Ormuz...**

MOYEN-ORIENT

**4** **Arrêté en Afrique du Sud, l'influenceur panafricaniste...**

AFRIQUE

**5** **Bulgarie : l'ex-président prorusse Roumen Radev...**

EUROPE

**6** **La marine américaine a pris le contrôle d'un cargo iranien...**

MOYEN-ORIENT

## Mots-clés associés à l'article

France

Budget français

Écologie

Environnement

Réchauffement climatique

Sébastien Lecornu

Pour aller plus loin

## DANS L'ACTUALITÉ

France

Culture

Décès

Cinéma

Donald Trump

## À L'INTERNATIONAL

Algérie

Belgique

Canada

Congo

## À PROPOS DE FRANCE 24

Qui sommes-nous ?

Nous rejoindre

Signaler un problème dans nos contenus

Espace

Déontologie et transparence

Contacter France 24

Signaler un problème technique

Publicité

## LES SITES FRANCE MÉDIAS MONDE

RFI

RFI Instrumental

ZOA

Académie

Apprendre le français

MCD

CFI

France Médias Monde

À la une

Direct TV

En continu

Replays

Menu



